Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 323/I
4 MAI 1949
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
4 MAI 1949
No
COORD.

L.323/I

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 15 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel concernant la mise au travail des chômeurs par les pouvoirs et établissements publics, a donné en sa séance du 27 avril 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15 April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit betreffende de tewerkstelling van werklozen door de overheidsdiensten en -instellingen, heeft ter zitting van 27 April 1949 het volgend advies gegeven:

Le projet soumis a pour objet une refonte de l'arrêté ministériel du 10 août 1946 concernant la remise au travail des chômeurs par les pouvoirs et établissements publics.

Comme lui, il est pris en exécution de l'article 155 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

La base légale de ce dernier se trouve dans l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de faire remarquer que cette disposition est très sommaire. La seule base possible à l'ensemble de la réglementation de chômage est le pouvoir donné au Roi de régler la constitution et le fonctionnement du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

On peut considérer que ce pouvoir comprend celui de préciser les critères du "chômage involontaire" et, par voie de conséquence, celui d'exclure du bénéfice de l'intervention du Fonds, les chômeurs qui n'accepteraient pas d'être mis au travail à l'occasion de travaux d'utilité publique exécutés par les provinces, les communes et les établissements publics.

L'arrêté du Régent du 26 mai 1945 précité porte en son article 155 que les conditions auxquelles les chômeurs peuvent être affectés à de pareils travaux sont fixées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le Conseil d'Etat propose en outre quelques modifications contenues dans le texte proposé ci-après qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

./.

ARRETE MINISTERIEL ORGANISANT LA MISE AU TRAVAIL DES CHOMEURS PAR LES PROVINCES, LES COMMUNES ET LES ETABLISSEMENTS PUBLICS.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, notamment l'article 155;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

A R R E T E :

Article 1er.-

Les travaux d'utilité publique visés par l'article 155 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, sont : les travaux urgents accidentels tels que déblaiement de lieux publics et de quartiers sinistrés, enlèvement de neige, de sable, etc...; les travaux de conservation ou d'entretien tels que mise sous profil des bermes, nettoyage et curage des fossés et autres travaux semblables.

Sont également considérés comme travaux d'utilité publique au sens de l'alinéa précédent, les travaux résultant de dommages causés par la guerre ainsi que les travaux prévus par l'arrêté du Régent du 20 février 1948. Toutefois, l'accord préalable du Ministre ayant les travaux publics dans ses attributions doit être demandé par l'autorité ou par l'établissement public qui désire occuper des chômeurs à de tels travaux.

Tous les chômeurs indemnisés par le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires peuvent être affectés à l'exécution de ces travaux.

./.

En outre, les chômeurs subissant une incapacité de travail partielle comprise entre 1/3 et 2/3 et ceux qui sont considérés par la commission consultative du bureau régional du Fonds comme étant d'un placement difficile peuvent être affectés à l'exécution de tous travaux d'utilité publique quelconques d'une durée limitée.

Article 2.-

Les provinces, les communes et les établissements public qui désirent faire exécuter par les chômeurs des travaux prévus à l'article 1er, adressent au bureau régional compétent une demande mentionnant notamment la nature et la durée probable des travaux ainsi que le nombre de chômeurs à mettre au travail.

Lorsqu'il s'agit de travaux ou d'emplois d'utilité publique, offerts par application de l'article 1er, alinéa 4, la demande doit le mentionner expressément.

Article 3.-

L'autorisation est accordée par le directeur général du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires sur avis motivé du directeur du bureau régional qui a reçu la demande.

Lorsque les travaux revêtent une certaine importance, le directeur du bureau régional prend au préalable l'avis de la commission consultative.

Sauf pour les travaux urgents accidentels, la demande ne peut être agréée que lorsque les crédits nécessaires sont prévus au budget de la personne publique requérante.

En cas d'agréation de la demande, le bureau régional désigne les chômeurs qui doivent être mis au travail, en tenant compte de leurs aptitudes et, à aptitudes égales, en donnant la préférence à ceux qui chôment depuis le plus longtemps, aux chômeurs complets domiciliés dans la commune

./.

où les travaux doivent être exécutés, et à ceux qui sont domiciliés dans les communes environnantes.

Lorsqu'il s'agit de chômeurs visés à l'article 1er, alinéa 4, le choix est fait par l'autorité maîtresse de l'ouvrage sur les listes qui lui sont communiquées par le bureau régional.

Article 4.-

Des mesures sont prises par le bureau régional en vue d'établir, dans la mesure où la nature et la durée des travaux le permettent, un roulement parmi les chômeurs.

Article 5.-

Lorsqu'il s'agit de travaux urgents accidentels ou de travaux qui ne doivent pas durer plus de trois jours, les provinces, les communes et les établissements publics peuvent demander et obtenir l'autorisation par communication téléphonique adressée au bureau régional compétent qui, dans ce cas, n'est pas tenu de prendre l'avis de la commission consultative.

Cette communication téléphonique doit être confirmée par écrit dans les 48 heures par l'autorité ou l'établissement public requérant.

Article 6.-

Les travailleurs embauchés sont occupés sous la surveillance, la direction et l'autorité des provinces, des communes et des établissements publics qui assument toutes les obligations et responsabilités incombant aux employeurs.

A la demande de ces autorités et établissements, le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires peut effectuer en lieu et place de ceux-ci et pour leur compte, le paiement des salaires et des charges sociales. Dans ce

./.

cas, pour l'application des lois coordonnées sur les allocations familiales, le Fonds doit être considéré par les caisses de compensation comme étant l'employeur des intéressés. Le Fonds assure également les travailleurs contre les accidents du travail.

A ces fins, les autorités et établissements publics qui emploient les intéressés fournissent au Fonds tous renseignements qu'il estime utile de leur demander pour l'accomplissement de sa mission.

La récupération des sommes avancées au titre de salaires, charges sociales et primes d'assurances contre les accidents de travail, s'effectue à l'intervention du Crédit communal ou suivant les modalités convenues entre le Fonds et la province ou l'établissement public en cause.

Lorsqu'il s'agit de travaux résultant de dommages de guerre, la récupération des sommes avancées s'effectue à l'intervention du Crédit communal ou du Ministre ayant les travaux publics dans ses attributions.

Article 7.-

Le salaire accordé aux chômeurs mis au travail en application du présent arrêté est fixé par le bureau régional sur avis de la commission consultative. Il doit correspondre au salaire normalement payé pour des travaux du genre de celui auquel le chômeur sera occupé. Il est calculé sur la base du barème proposé par la commission paritaire de l'industrie dont relève la profession envisagée.

Artiele 8.-

Le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires accorde à la province, à la commune ou à l'établissement public pour les travaux ou emplois agréés, une subvention égale à 50 p.c. du salaire brut alloué aux travailleurs recrutés en

./.

application du présent arrêté, et majorée de 10 p.c. à titre d'intervention dans les charges sociales.

Lorsque le paiement des salaires, des charges sociales et des primes d'assurance contre les accidents du travail a été assumé par le Fonds, la subvention est déduite du montant des avances à récupérer. Si la personne publique, maîtresse de l'ouvrage, reçoit pour les travaux ou emplois agréés d'autres subventions que celle fixée à l'alinéa précédent, cette dernière ne peut dépasser la quote-part du coût des travaux demeurant à charge de la dite personne publique.

Article 9.-

Le chômeur, qui sans motif légitime, s'abstient de répondre à l'offre d'occupation ou le chômeur embauché qui abandonne le travail est privé du bénéfice des allocations de chômage conformément aux dispositions en vigueur en matière de refus ou d'abandon de travail.

Article 10.-

L'arrêté ministériel du 10 août 1946 concernant la remise au travail des chômeurs par les pouvoirs et établissements publics est abrogé.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Het voorgelegde ontwerp beoogt een omwerking van het ministerieel besluit van 10 Augustus 1946 betreffende de wedertewerkstelling van de werklozen door de openbare overheid en instellingen.

Zoals dit laatste, is het genomen ter uitvoering van artikel 155 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen.

De wettelijke grondslag van dit laatste besluit ligt in artikel 7 der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

De Raad van State heeft reeds de gelegenheid gehad er op te wijzen dat deze bepaling zeer summier is. De enig mogelijke basis voor de gezamenlijke reglementering der werkloosheid ligt in de macht, die aan de Koning is verleend om de oprichting en de werking van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen te regelen.

Men mag aannemen dat die macht, deze omvat om de criteria van de "onvrijwillige werkloosheid" te bepalen en dienvolgens de macht om de werklozen, die zouden weigeren te werk gesteld te worden naar aanleiding van werken van openbaar nut uitgevoerd door de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen, uit te sluiten van het voordeel der tussenkomst van het Steunfonds.

In zijn artikel 155 bepaalt het bovengenoemd besluit van de Regent van 26 Mei 1945 dat de voorwaarden, waarin de werklozen aan zulke werken kunnen worden gesteld, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg worden vastgesteld.

De Raad van State stelt enkele wijzigingen voor, waar de hierna voorgestelde tekst rekening mee houdt, en die beantwoorden aan de inzichten der Regering, zoals deze hem werden uiteengezet.

MINISTERIEEL BESLUIT TOT INRICHTING VAN DE TEWERKSTELLING DER WERKLOZEN DOOR DE PROVINCIEN, DE GEMEENTEN EN DE OPENBARE INSTELLINGEN.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, inzonderheid op artikel 155;

Gelet op het advies van de Raad van State;

B E S L U I T :

Artikel 1.-

De werken van openbaar nut, waarop gedoeld wordt in artikel 155 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, zijn: de toevallige dringende werken zoals ontruiming van openbare plaatsen en geteisterde wijken, opruiming van sneeuw, zand, enz.; de bewarings- of onderhoudswerken, zoals het onder profiel brengen van de bermen, het schoonmaken en reinigen van de sloten en andere dergelijke werken.

Worden eveneens, in de zin van de voorgaande alinea, als werken van openbaar nut beschouwd, de werken voortkomende van door de oorlog aangerichte schade evenals de bij het besluit van de Regent van 20 Februari 1948 bedoelde werken. Nochtans moet de overheid of de openbare instelling, die voor zulke werken werklozen wenst te gebruiken, hiertoe het voorafgaand akkoord aanvragen van de Minister onder wie de openbare werken ressorteren.

Alle door het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen vergoede werklozen mogen voor de uitvoering van deze werken gebruikt worden.

.../...

Bovendien mogen de werklozen die een gedeeltelijke werkonbekwaamheid, gaande van 1/3 tot 2/3, ondergaan evenals die, welke door de commissie van advies van het gewestelijk bureau van het Steunfonds als moeilijk te plaatsen worden beschouwd, voor de uitvoering van alle welkdanige werken van openbaar nut, die van bepaalde duur zijn, gebruikt worden.

Artikel 2.-

De provincies, de gemeenten en de openbare instellingen, die wensen de bij artikel 1 bedoelde werken door werklozen te doen uitvoeren, richten tot het bevoegd gewestelijk bureau een aanvraag, waarin namelijk de aard en waarschijnlijke duur van de werken, alsmede het aantal te werk te stellen werklozen vermeld worden.

Wanneer het gaat om werken of betrekkingen van openbaar nut, die bij toepassing van artikel 1, alinea 4 worden aangeboden, moet dit in de aanvraag uitdrukkelijk vermeld worden.

Artikel 3.-

De machtiging wordt, op een met redenen omkleed advies van de directeur van het gewestelijk bureau, die de aanvraag ontvangen heeft, door de directeur-generaal van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen verleend.

Wanneer de werken van een zekere belangrijkheid zijn, wint de directeur van het gewestelijk bureau voor het advies in van de commissie van advies.

Behoudens voor de toevallige dringende werken, wordt de aanvraag slechts ingewilligd wanneer de nodige kredieten voorzien zijn op de begroting van de openbare persoon van wie het verzoek uitgaat.

.../...

Wanneer de aanvraag ingewilligd wordt, wijst het gewestelijk bureau de werklozen aan die moeten te werk gesteld worden, met inachtneming van hun geschiktheid en, bij gelijke geschiktheid, door de voorkeur te geven aan degenen die het langst werkloos zijn, aan de volledige werklozen, die woonachtig zijn in de gemeente waar werken dienen uitgevoerd, en aan degenen die in de omliggende gemeenten woonachtig zijn.

Wanneer het gaat om werklozen bedoeld bij artikel 1, alinea 4, wordt de keuze gedaan door de overheid die het werk bestelt, op de lijsten welke haar door het gewestelijk bureau worden medegedeeld.

Artikel 4.-

Door het gewestelijk bureau worden maatregelen getroffen ten einde, voor zover de aard en de duur van het werk dit toelaten, de werklozen om de beurt te werk te stellen.

Artikel 5.-

Wanneer het gaat om toevallige dringende werken of werken die niet langer dan drie dagen moeten duren, kunnen de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen de toelating vragen en krijgen door een telephonisch bericht aan het bevoegd gewestelijk bureau dat, in dit geval, niet verplicht is het advies van de commissie van advies in te winnen.

Dit telephonisch bericht dient binnen 48 uren door de overheid op de openbare instelling die er om verzoekt, schriftelijk te worden bevestigd.

Artikel 6.-

De aangeworven werklozen worden te werk gesteld onder het toezicht, de leiding en het gezag van de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen, die alle verplichtingen en verantwoordelijkheden, welke op de werkgevers rusten, opnemen.

.../...

Op verzoek van deze overheden en instellingen mag het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen in hun plaats en voor hun rekening, de lonen en de sociale lasten betalen. In dit geval moet het Steunfonds, voor de toepassing der samengeordende wetten op de kindertoeslagen, door de verrekenkassen als de werkgever van de betrokkenen worden beschouwd. Het Steunfonds verzekert ook de betrokken arbeiders tegen arbeidsongevallen.

Met dit doel verstrekken de overheden en openbare instellingen, die de betrokkenen te werk stellen, alle inlichtingen aan het Steunfonds, welke dit laatste nuttig acht hun te vragen om zijn opdracht te vervullen.

De terugvordering van de als lonen, sociale lasten en premiën voor verzekering tegen arbeidsongevallen voorgeschoten sommen, geschiedt door toedoen van het Gemeentekrediet of volgens de modaliteiten overeengekomen tussen het Steunfonds en de betrokken provincie of openbare instelling.

Wanneer het om werken gaat, die voortvloeien uit oorlogsschade, worden de voorgeschoten sommen door toedoen van het Gemeentekrediet of van de Minister onder wie de openbare werken ressorteren teruggevorderd.

Artikel 7.-

Het loon, dat aan de ter uitvoering van dit besluit te werk gestelde werklozen wordt toegekend, wordt door het gewestelijk bureau vastgesteld op advies der commissie van advies. Het moet overeenstemmen met het loon dat normaal wordt uitbetaald voor soortgelijke werken als die, waaraan de werkloze wordt gesteld. Het wordt berekend op basis van de schaal, die door het paritair comité van de nijverheid, waartoe het beoogde beroep behoort, wordt vastgesteld.

.../...

Artikel 8.-

Het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen verleent aan de provincie, de gemeente of de openbare instelling, voor de aangenomen werken of betrekkingen, een subsidie gelijk aan 50 t.h. van het aan de ter toepassing van dit besluit aangeworven arbeiders toegekend bruto-loon, en verhoogd met 10 t.h. als tegemoetkoming in de sociale lasten.

Wanneer de lonen, de sociale lasten en de premies voor verzekering tegen arbeidsongevallen door het Steunfonds gedragen worden, wordt het beloop van de subsidie op het bedrag der terug te vorderen voorschotten in mindering gebracht. Zo de openbare persoon, die het werk bestelt, voor de aangenomen werken of betrekkingen, andere subsidies ontvangt dan die welke bij de voorgaande alinea bepaald is, mag deze laatste niet meer bedragen dan het quotum van de kostprijs der werken, dat ten laste van de genoemde openbare persoon blijft.

Artikel 9.-

De werkloze, die zonder wettige reden het aanbod van werk niet beantwoordt of de in dienst genomen werkloze die het werk verlaat, wordt, overeenkomstig de vigerende bepalingen in zake weigering of verlaten van het werk, van het voordeel van werklozensteun uitgesloten.

Artikel 10.-

Het ministerieel besluit van 10 Augustus 1946 betreffende de wedertewerkstelling van de werklozen door de openbare machten en instellingen wordt opgeheven.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
G. HOLOYE, raadsheren van State

E. VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation
J. VAUTHIER, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,